

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAH LEDUC

Route de Nort-sur-Erdre - BP 12
44850 Ligné

Références : N5-2024-588
Code AIOT : 0006300899

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement SAH LEDUC implanté Route de Nort-sur-Erdre BP 12 44850 Ligné. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAH LEDUC
- Route de Nort-sur-Erdre BP 12 44850 Ligné
- Code AIOT : 0006300899
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement fabriquant des vérins métalliques destinés majoritairement au secteur de la manutention. Des activités de travail mécanique des métaux, traitement de surfaces et application de peintures sont réalisées sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation partielle d'activité – Constat visite précédente	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Modifications des installations – Constat visite précédente	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Évolutions réglementaires	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 12.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Plan de gestion des solvants	AP Complémentaire du 05/07/2018, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rejets atmosphériques de l'activité peinture	AP Complémentaire du 05/07/2018, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Rejets atmosphériques de l'activité traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 9.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 05/07/2018, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets de COV – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 9.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétentions – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 8.2.3	Sans objet
7	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 12.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets de COV – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Évaluation des risques sanitaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Inspection du 27/10/2021 :</u></p> <p>Dans son courrier du 23 juillet 2021, l'exploitant a indiqué que l'origine du dépassement sur un point de rejet mis en exergue lors du contrôle inopiné du 02 au 04 avril 2019 était connue, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation ponctuelle de production (de l'ordre de 20%) ; - défaut d'équilibrage des flux d'air entrants et sortants de la cabine PE07. <p>Les actions pour revenir en conformité ont été effectuées fin 2019.</p> <p>Par la suite, l'exploitant a transmis le rapport APAVE n°19559683-1 du 26/02/2021 relatif aux mesures des rejets atmosphériques afin de confirmer la bonne réalisation des actions. L'ensemble des paramètres est conforme. Le point de rejet qui affichait une non-conformité (bâtiment U4) en composés organiques volatils (COV) est égal à 55 mg/Nm³, pour une valeur limite fixée à 75 mg/Nm³.</p> <p>Le jour de la précédente inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir pu procéder aux mesures en 2020 au vu du contexte sanitaire.</p> <p>L'étude des différents Plans de Gestion de Solvants (PGS) laisse apparaître les consommations annuelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2019 : 38,8 tonnes - 2020 : 23,8 tonnes - 2021 : estimation pour une consommation similaire à 2019 (de l'ordre de 39 tonnes) <p>L'hypothèse qui avait été prise en compte lors de la réalisation de l'EQRS en mai 2017 se basait sur une quantité émise d'environ 26 tonnes. Dès lors, la quantité émise étant très nettement supérieure à l'hypothèse de mai 2017 (+50%), il apparaît nécessaire d'actualiser l'EQRS.</p>

→ L'exploitant procède à la réalisation d'une nouvelle EQRS afin de prendre en compte la hausse des quantités émises.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le document réalisé par la société DEKRA en janvier 2023 intitulé "Détermination des flux maximum admissibles aux rejets pour un risque sanitaire acceptable".

L'objectif de ce document est, en mettant à jour les paramètres des émissaires suite à l'ERS de 2017 et les valeurs toxicologiques de références (VTR), de déterminer la quantité maximale de COV rejetée à partir de laquelle la compatibilité sanitaire est remise en cause.

Pour ce faire, un nouveau scénario (n° 4), basé sur le scénario ayant servi à la réalisation de l'ERS de 2017 (n° 2), a été mis en place. Ce scénario correspond à un calcul de risque sanitaire intégrant un facteur d'augmentation des flux à l'émission, et dont le résultat du risque sanitaire est compris dans un intervalle défini, inférieur aux limites acceptables.

Il ressort du scénario 4, qu'une modélisation du scénario 2 avec un facteur de multiplication de 35 que les risques toxiques et cancérogènes sont inférieurs aux limites acceptables.

Pour autant, ce dimensionnement ne doit pas être considéré comme une limite réglementaire par l'exploitant. L'inspection des installations classées rappelle que celui-ci doit chercher en permanence à réduire la quantité des polluants dans ses émissions atmosphériques.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Cessation partielle d'activité – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation de l'activité de chromage

Prescription contrôlée :

Inspection du 27/10/2021 :

Dans son courrier du 23 juillet 2021, l'exploitant rappelle que l'installation de chromage est mise à l'arrêt depuis le 31/10/2018. Des travaux de mise en sécurité ont été réalisés : vidange et nettoyage des cuves, suppression électrique.

Il indique que le démantèlement est actuellement « en stand-by » suite à la cession de la société SAH LEDUC au groupe ARIA FINANCE.

Ce rachat n'ayant entraîné ni changement de SIRET, ni de SIREN, ni changement de dénomination sociale, il n'apparaît pas nécessaire de procéder à un transfert d'autorisation environnementale, conformément à l'article R. 181-47 du code de l'environnement.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le coût du démantèlement était en cours de chiffrage et d'après les devis réalisés s'élèverait à environ 200 k€. La date butoir fixée par le Groupe pour la finalisation du démantèlement est 2024.

Il a indiqué que, d'ores et déjà, l'ensemble des produits dangereux et des déchets dangereux ont été évacués dans une filière agréée. Seules les installations fixes, les cuves et les rétentions restent à évacuer.

Le jour de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à déposer un dossier de cessation d'activité, comprenant un diagnostic des sols et sous-sols, une étude hydrogéologique, une étude historique, et les plans d'actions associés avec échéanciers, pour juin 2022.

→ L'exploitant dépose, avant juillet 2022, un dossier de cessation d'activité, avec un mémoire de mise en sécurité. Celui-ci est accompagné d'un plan d'actions et de son échéancier de mise en œuvre.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 13 décembre 2021, l'exploitant s'engageait à procéder au démantèlement des installations de chromage pour le mois d'août 2022.

Par mails des 24 et 30 mars 2022, il indiquait que les prestataires pour réaliser ce démantèlement avaient été identifiés et engagés.

Le jour de l'inspection, il a confirmé que l'ensemble des installations de chromage ont été démantelées et a présenté le rapport de la société ANTEA GROUP (rapport n° A123686 du 11 décembre 2023) relatif au diagnostic de sols réalisé au droit de l'atelier où étaient effectuées les activités de chromage.

3 sondages ont été réalisés au droit de l'ancienne ligne de chromage et 2 supplémentaires au niveau de la zone de stockage qui contenait les cuves de chrome.

Un impact en Chrome (760 mg/kg MS) et spécifiquement en Chrome VI (140 mg/kg MS) est relevé au droit du sondage S2 et dans une moindre mesure en cadmium (0.6 mg/kg MS) et en cuivre (25 mg/kg MS), pour la strate de prélèvement "0-0.5m". Néanmoins, la strate inférieure n'a pas été analysée afin de pouvoir cartographier l'étendue de l'impact en profondeur.

Par ailleurs, l'analyse du sondage S1 ne porte que sur la strate de prélèvement "0.5-1m". Il est nécessaire de produire une analyse pour la strate supérieure (0-0.5m).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant transmet les justificatifs d'élimination des anciennes installations de chromage dans une filière adaptée.

→ L'exploitant fait procéder à l'analyse de la strate inférieure au droit du sondage S2 afin de cartographier en profondeur l'impact en chrome, et dans une moindre mesure en cuivre et en cadmium. Si la strate suivante est également atteinte, il fait procéder à l'analyse de la suivante et ainsi de suite.

→ L'exploitant fait procéder à l'analyse de la strate supérieure (0-0.5m) au droit du sondage S1 afin de s'assurer de l'absence d'impact sur les premières couches du sol.

→ A l'issue de ces analyses complémentaires, il dresse un plan d'actions (plan de gestion) qu'il transmet à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N°3 : Réentions – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Inspection du 27/10/2021 :</u></p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que plusieurs bacs de rétention mobiles présents dans les ateliers contenaient des liquides en quantités non-négligeables.</p> <p>Par conséquent, il n'était pas certain qu'en cas de déversement accidentel, l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution serait confiné.</p> <p>L'exploitant a indiqué procéder à leur vidange toutes les semaines.</p> <p>→ L'exploitant maintient les bacs de rétention mobiles opérationnels en tous temps, en procédant à leur vidange aussi souvent que nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir investi dans des solutions de réentions mobiles afin de stocker les produits susceptibles de générer une pollution convenablement dans les ateliers.</p> <p>La visite du site a permis de constater que l'ensemble des produits dangereux sont stockés sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Modifications des installations – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Inspection du 27/10/2021 :</u></p> <p>Dans son courrier du 23 juillet 2021, l'exploitant indique l'ajout de la rubrique n° 1978-8 (DC) vis à vis des installations de peinture. Néanmoins, cette évolution doit faire l'objet d'un Porter à Connaissance, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Il apparaît également que l'ensemble des rubriques visées dans l'arrêté d'autorisation du 07 mai 2002 ont évolué et nécessitent d'être mises à jour.</p> <p>→ L'exploitant transmet un Porter à Connaissance, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement, dans lequel il procède à l'actualisation de la situation administrative de son établissement (et notamment l'ensemble des rubriques présentes sur le site). Pour les rubriques soumises à Enregistrement ou à Déclaration, il fournit un récolement des arrêtés ministériels de prescriptions générales. Il justifiera également ses éventuelles demandes afin de bénéficier du</p>

régime de l'antériorité.
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier en réponse reçu le 13 décembre 2021, l'exploitant a joint une mise à jour du tableau de classement de son site. Celui-ci a été une nouvelle fois actualisé par la transmission du courrier du 13 mars 2024.</p> <p>Néanmoins, les informations qu'il renvoie ne sont pas justifiées, en plus d'être incohérentes pour certaines, notamment sur les grandeurs caractéristiques.</p> <p>Enfin, un récolement aux arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) qui s'appliquent, pour les rubriques qui font l'objet d'un changement de régime (Autorisation à Enregistrement notamment), est nécessaire. L'exploitant a sollicité un délai supplémentaire pour transmettre ces récolements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant transmet, via un Porter à Connaissance, un tableau de classement actualisé, cohérent avec la nature des activités et leurs grandeurs caractéristiques. Il justifie chacune des grandeurs retenues.</p> <p>→ Dans un second temps, et avant la fin de l'année 2024, l'exploitant transmet un récolement aux prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) applicables aux rubriques qui ont fait l'objet d'un changement de régime (Autorisation à Enregistrement notamment).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Évolutions réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications de l'AMPG
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un arrêté modifiant l'arrêté du 30 juin 2006 et du 09 avril 2019 a été publié le 20 avril 2023. Les modifications qui s'appliquent ou s'appliqueront sur le site portent notamment sur les dispositifs de détection d'incendie.</p> <p>Applicables au 1^{er} juillet 2024, ces dispositions concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Art. 14.d) : Nécessité de mettre en place un dispositif automatique de détection incendie ; - Art. 17.III : Contrôle annuel par thermographie à infrarouge ou équivalent ; - Art. 19 : Dispositif de détection automatique d'incendie permettant de détecter une élévation de la température des vapeurs des bains dans le système d'aspiration. Asservir l'arrêt de l'aspiration et le chauffage au déclenchement de l'alarme incendie. - Art. 54 : Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. <p>Applicable de fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Art. 10 : les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le

tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont à ajouter au plan de localisation des risques.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir eu connaissance de ces modifications réglementaires dont la plupart sont applicables au 1^{er} juillet 2024.

Il s'est engagé à mettre ses installations de traitement de surfaces en conformité avec celles-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant met en oeuvre les évolutions réglementaires sur son site. Il transmet à l'inspection des installations classées, via le récolement aux prescriptions de l'AMPG du 09 avril 2019, le plan d'actions avec échéancier de mise en oeuvre.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 12.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont installées dans les règles de l'art et vérifiées régulièrement, conformément au décret du 14 novembre 1988 en ce qui concerne la protection des travailleurs dans

les établissements mettant en oeuvre des courants électriques.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport DEKRA du 24/10/2023 relatif à la vérification des installations électriques.

Celui-ci comporte quelques observations mineures, pour lesquelles l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en oeuvre d'actions correctives.

L'annexe Q18 précise que "l'état des installations électriques n'est pas susceptible d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

Il a indiqué que la prochaine vérification des installations électriques est prévue à l'été 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant met en place un plan d'actions afin de solder les observations mises en évidence lors de la vérification des installations électriques. Ces actions correctives sont tracées.**

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 12.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose d'extincteurs en nombre suffisant adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) à proximité des tableaux et machines

électriques ; - d'extincteurs à poudre (ou équivalent) à proximité des installations de liquides et gaz inflammables.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que c'est la société Extincteurs Nantais qui est chargée de la vérification et du remplacement des moyens de lutte contre l'incendie. Elle a présenté le rapport du 04 août 2023 lequel n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le Plan de Gestion de Solvants (PGS) établi pour le compte de l'année 2023. La consommation de solvants nette s'est élevée à 69 tonnes, cette valeur étant bien plus élevée que les années précédentes (maximum relevé en 2019 à 39 tonnes), sans que des explications n'aient pu être fournies. Le ratio des émissions diffuses sur la consommation de solvants s'est élevé à 9.8%, conforme avec la réglementation applicable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant fournit des explications sur l'augmentation importante de consommation de solvants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Rejets atmosphériques de l'activité peinture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2018, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 9.3.1 est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les ans sur l'ensemble des points de rejets. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que suite à des problématiques RH, il n'avait pas fait réaliser l'ensemble des contrôles réglementaires sur les dernières années.

La nouvelle personne en charge de la coordination HSE étant arrivée au début de l'année 2024, ceux-ci sont programmés et réalisés pour certains, mais l'exploitant est en attente des rapports.

Concernant le contrôle des rejets atmosphériques des installations d'application de peintures, celui-ci a été réalisé au mois d'avril par la société APAVE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant transmet le rapport de contrôle des rejets atmosphériques dès réception de celui-ci. En cas de non-conformités relevées, il les commente et dresse un plan d'actions accompagné de son échéancier de mise en oeuvre.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Rejets atmosphériques de l'activité traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les chaînes de traitements de surfaces doivent être équipées de systèmes d'extraction d'air à la source, éventuellement complétés de systèmes de traitement si les normes de rejets ci-après ne sont pas respectées. Les effluents liquides engendrés par ces traitements sont envoyés en centre extérieur de traitement spécialisé.

Acidité exprimée en H^+ : $< 0,5 \text{ mg/Nm}^3$

Alcalinité exprimée en OH^- : $< 10 \text{ mg/Nm}^3$

NO_x exprimés en NO_2 : $< 100 \text{ ppm}$

Chrome total : $< 1 \text{ mg/Nm}^3$

Cr^{6+} : $< 0,1 \text{ mg/Nm}^3$

HF exprimé en F : $< 5 \text{ mg/Nm}^3$

Un contrôle des paramètres réglementés est réalisé annuellement par un laboratoire agréé. Tout changement de gamme, de process, de capacité de bain fait l'objet d'un nouveau contrôle sur les paramètres visés.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que suite à des problématiques RH, il n'avait pas fait réaliser l'ensemble des contrôles réglementaires sur les dernières années.

La nouvelle personne en charge de la coordination HSE étant arrivée au début de l'année 2024, ceux-ci sont programmés et réalisés pour certains, mais l'exploitant est en attente des rapports.

Concernant le contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces,

celui-ci a été réalisé au mois d'avril par la société APAVE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
→ L'exploitant transmet le rapport de contrôle des rejets atmosphériques dès réception de celui-ci. En cas de non-conformités relevées, il les commente et dresse un plan d'actions accompagné de son échéancier de mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2018, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a minima sont implantés un piézomètre en amont hydraulique du site et deux piézomètres en aval hydraulique du site. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. - deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée au point I ci-dessus. - l'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. <p>Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que suite à des problématiques RH, il n'avait pas fait réaliser l'ensemble des contrôles réglementaires sur les dernières années.</p> <p>La nouvelle personne en charge de la coordination HSE étant arrivée au début de l'année 2024, ceux-ci sont programmés et réalisés pour certains, mais l'exploitant est en attente des rapports.</p> <p>Concernant le contrôle de la qualité des eaux souterraines, celui-ci sera réalisé le 20 juin par la société EUROFINIS.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de la qualité des eaux souterraines pour le 1^{er} semestre 2024 (hautes-eaux) dès réception de celui-ci. Si des non-conformités sont relevées, il le commente et dresse un plan d'actions accompagné de son échéancier de mise en oeuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 8.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales du site sont collectées par un réseau spécifique, puis sont traitées au moyen d'un décanteur - déshuileur avant rejet.

Le point exutoire de ce réseau au milieu naturel (ruisseau « la Marquerie ») est clairement identifié et permet la réalisation des contrôles nécessaires.

Les eaux pluviales collectées sur site doivent au point de rejet au milieu naturel présenter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- DCO : < 125 mg/L
- DBO₅ : < 30 mg/L
- MES : < 35 mg/L
- azote NGL : < 30 mg/L (en N)
- phosphore : < 10 mg/L (en P)
- hydrocarbures totaux : < 10 mg/L selon la norme NFT 90114
- température : < 30 °C

L'ensemble des paramètres réglementés est contrôlé une fois par an par un organisme extérieur, dans des conditions normales de pluviométrie.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que suite à des problématiques RH, il n'avait pas fait réaliser l'ensemble des contrôles réglementaires sur les dernières années.

La nouvelle personne en charge de la coordination HSE étant arrivée au début de l'année 2024, ceux-ci sont programmés et réalisés pour certains, mais l'exploitant est en attente des rapports.

Concernant le contrôle de la qualité des eaux pluviales, celui-ci a été programmé au moins de juin et sera réalisé par la société EUROFINS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de la qualité des eaux pluviales dès réception de celui-ci. Si des non-conformités sont relevées, il le commente et dresse un plan d'actions accompagné de son échéancier de mise en oeuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois
